L'Avenir
de Seine-Maritime

L'hebdo de la Fédération du PCF - numéro 7 - 13 octobre 2022

«Le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel.»

Jean Jaurès

Le 16 et le 18 octobre, manifestons !

Contre la vie chère et l'inaction climatique,
Pour l'augmentation des salaires,
Pour un référendum sur la réforme des retraites,
Pour la création d'un revenu étudiant
Pour que les prix de l'énergie soient bloqués
Pour la taxation des profits

Les prix explosent et les fins de mois sont de plus en plus difficiles. Mais le pouvoir macroniste refuse d'augmenter les salaires, de geler les loyers ou de bloquer les prix face à la vie chère. Les profits ont atteint cette année un record historique. Leur taxation, pourtant mise en place dans de nombreux pays d'Europe, n'est toujours pas à l'ordre du jour en France !

Cela ne peut plus durer. Après le succès de la Fête de l'Huma, après les manifs du 29 septembre dans les rues de France, soyons de toutes les mobilisations à venir : le 16 à Paris à l'appel de la NUPES (PCF, LFI, PS, EELV,...) et le 18 partout en France aux côtés des organisations syndicales et des salariés grévistes.

16 octobre 14h - Place de la Nation à Paris. Transports : 02 35 07 89 80

18 octobre à Rouen (14h, Préfecture), au Havre (10h, Franklin) et à Dieppe (10h30, Place Pierre Sémard, Gare)

Le dessin de la semaine

L'édito

«Lorsque tout sera privé, on sera privé de tout»

Ce slogan de manifestation est plus que jamais d'actualité. La spéculation nourrit une inflation exceptionnelle qui met à mal les familles, mais aussi les communes. Tandis que ces collectivités doivent présenter leurs budgets, elles aussi doivent répondre à un dilemme cornélien : à service public égal, qui paie ? Qui pourra payer la cantine de son enfant au coût réel de 13€ par repas ? Qui paiera son entrée de piscine à 19€ ? Qui pourra payer plein pot les transports en commun ?

A qui profite le crime ? Toujours aux mêmes qui attendent les collectivités au tournant de la privatisation. Rendre publique la dette pour privatiser les profits…

Défendre une aide d'urgence et le retour aux tarifs réglementés de l'énergie pour les collectivités, c'est protéger les populations et promouvoir l'égalité républicaine.

Édouard Bénard
Adjoint au maire de Saint-Etienne du Rouvray
Membre de l'exécutif départemental

Le reportage pour mieux comprendre

Les élus communistes et de la gauche combative défendent le service public

Vous avez aimé le Gouvernement qui nous apprenait à aérer les pièces pendant le COVID ? Vous adorerez ce même Gouvernement qui va vous apprendre à faire tourner le lave-vaisselle la nuit en période de pénurie.

Heureusement que pendant ce temps, des élus ont décidé d'alerter l'Etat face aux difficultés rencontrées par les Maires pour boucler leur budget avec des factures de gaz et d'électricité multipliés par 6 ou 8. Intenable.

Étaient présents notamment le Député Sébastien Jumel, le Président du groupe communiste et de la gauche combative au Département de Seine-Maritime Nicolas Langlois, ainsi que la Sénatrice Céline Brulin qui a sonné l'alerte auprès du Gouvernement.

Plus de 300 élus étaient rassemblés à Rouen le 6 octobre devant la Préfecture.

Nicolas Langlois, Maire de Dieppe, rappelle qu'en période de crise «ce sont les services publics qui nous protègent» avant d'indiquer que la hausse de l'énergie se monterait à 3,5 millions dans sa ville. «C'est l'équivalent de ce qu'on met en soutien à la vie associative, ou pour la propreté urbaine».

Joachim Moyse, Maire de Saint Etienne du Rouvray, «le Gouvernement doit agir pour préserver le service public local».

Pour Christine Morel, Maire d'Harfleur, «il faut se mobiliser très largement pour obtenir des moyens du Gouvernement».

La Sénatrice Céline Brulin a interpelé directement le Gouvernement en indiquant que «la réponse apportée montre que vous ne mesurez ni l'urgence, ni l'ampleur de ce qui attend nos concitoyens, les communes ou les entreprises en matière de dépenses énergétiques». Pour l'élue normande, il est indispensable de rétablir un tarif réglementé de l'énergie pour les collectivités et de le remettre en place ou le maintenir pour les entreprises et les familles.

La revue de presse pour tout savoir l'Humanité

SALAIRES

«C'est notre patron qui prend les usagers en otage»

Depuis plus de trois semaines, plusieurs raffineries et dépôts de carburant sont en grève pour une juste répartition des superprofits historiques engrangés par les compagnies pétrolières. Les salariés de TotalEnergies et d'ExxonMobil attendent toujours des réponses à leurs revendications.

C'est une règle immuable pour tout mouvement social d'ampleur : (...) les grévistes sont taxés de « preneurs d'otages. (…) «Nous sommes désormais traités à demi-mot d'assassins, fulmine Thierry Defresne, secrétaire CGT du comité européen de TotalEnergies. La semaine dernière, un journaliste de télé m'a demandé comment je vivais le fait que des gens allaient mourir en raison de la pénurie de carburant qui frappe les ambulances…» (…) La situation se tend : sur les six raffineries de pétrole que compte encore l'Hexagone, quatre étaient toujours à l'arrêt le week-end dernier, dont la plus grosse de France, à Gonfreville l'Orcher (Seine-Maritime). (…)

Jeudi 13 octobre, le Député communiste de la circonscription de la raffinerie TOTAL de Gonfreville l'Orcher, Jean-Paul Lecoq (au micro) est venu apporter une nouvelle fois son soutien aux salariés qui mènent selon lui «un combat juste et utile, un combat qui servira à l'ensemble de la société : pour ouvrir la voie de la revalorisation de tous les salaires au niveau de l'inflation, la voie d'un peu plus de justice sociale». A ses côtés le Maire de Gonfreville l'Orcher Alban Bruneau. Venus en soutien, entre autres, les Députés François Ruffin (Somme) et Sébastien Jumel (Seine-Maritime).

Des négociations centrées sur les salaires

L'enlisement du conflit aura de plus en plus de répercussions à la pompe. Pour sortir de l'impasse, la CGT TotalEnergies a proposé ce week-end de cantonner l'ouverture des négociations dès lundi dernier aux seules questions salariales, mettant ainsi de côté toutes les autres revendications. La direction de la TotalEnergies n'a pas répondu favorablement (...). «C'est notre patron qui prend les usagers en otage, pas nous, en conclut Adrien Cornet, de la CGT de la plateforme Total de Grandpuits (Seine-et-Marne). Nous ne faisons pas grève par plaisir mais parce que la direction refuse de redistribuer les bénéfices réalisés sur notre dos. (…) Je finis les mois dans le rouge et je n'ai pas acheté de vêtement depuis deux ans. Avec 900 euros de loyer, deux enfants en bas âge et un crédit de 150 euros par mois, la paie est vite absorbée.» (…)

«Il y a d'abord eu le Covid (...). Puis le gel des salaires de 2021, avec un plan de suppression de postes dans la foulée qui a touché 10% des effectifs.», souligne Christophe Aubert, de la CGT ExxonMobil pour expliquer la colère. (…) «Cela fait trente et un ans que je travaille à la raffinerie de Port-Jérôme (Seine-Maritime) et je n'avais jamais vu un mouvement d'une telle ampleur», renchérit Reynald Prevost, coordinateur syndical FO au sein du groupe américain.

«Nos patrons refusent de nous entendre, par principe»

Chez Total, les employés réclament 10% de hausse des salaires (dont 7% au titre de l'inflation et 3% compte tenu des profits réalisés cette année), un plan d'investissement comprenant une amélioration de l'efficacité énergétique des raffineries, et des embauches. (…)

Le patron de TotalEnergies répétait jusqu'à présent qu'il n'ouvrirait pas de négocations (…). «La suite à donner au mouvement sera mise en débat en assemblée générale et décidée avec les grévistes. (…)», a réagit Éric Sellini, coordinateur CGT du groupe. (...)

« Satisfaire nos revendications impliquerait 11 millions d'euros à ExxonMobil, estime Reynald Prevost, de FO. (…) Mais chaque jour de grève à la raffinerie de Gravenchon prive ExxonMobbil de 3 millions d'euros de recettes ! Nos patrons refusent de nous entendre, par principe, pas pour des raisons financières. » (…) « Ça peut durer longtemps, résume Pierre-Yves Hauguel, représentant CGT de Total à Gonfreville-l'Orcher. Mais la balle est dans le camp de Total : si on parvient à trouver un accord avec la direction, nous rouvrons les robinets immédiatement. »

Article de Cyprien Boganda, paru le 10 oct. dans l'Humanité

En bref

Les crèches en grève

Les professionnels de la petite enfance ont manifesté le 6 octobre pour réclamer le retrait de «l'arrêté autorisant à travailler en crèche sans diplôme ni expérience», les professionnels demandent d'urgence l'ouverture de places dans les écoles de formation aux métiers de la petite enfance, la revalorisation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Le but étant de rendre attractif le secteur.

4,5

C'est, en milliards de tonnes, les déchets plastiques produits chaque année par la France. Seul 1 milliard est recyclé. Hubert Wulfranc, député, a rappelé la nécessité de soutenir la création d'une filière de recyclage des polystyrènes, tout en s'inscrivant dans une politique de réduction des déchets plastiques à la source. Il a demandé au gouvernement d'agir contre les pollutions plastiques sur l'ensemble du cycle de l'eau.

Dernière minute :

Face aux ordres de réquisition des raffineries brandies par le Gouvernement, le Député Jean-Paul Lecoq a rappelé : «10,6 milliards de bénéfices engrangés par TOTAL au premier semestre 2022, des dividendes records mais des clopinettes pour les salariés qui ont pourtant produit ces richesses ?» Le Député a rappelé que le Gouvernement devrait plutôt contraindre le patronat à négocier avec les salariés.

Renforcez la NUPES avec le PCF

☐ **Je participe aux actions de la Nouvelle union populaire écologique et sociale près de chez moi**

☐ **J'adhère au PCF**

Nom & prénom : _____

Téléphone : _____

Adresse postale : _____

_____

Bulletin à renvoyer par courrier à PCF76
33, Place du Général de Gaulle - 76000 Rouen ou par mail pcf76@pcf76.fr

L'agenda

Résa : 02 35 07 89 80

L'Avenir *de Seine-Maritime*

Une publication éditée chaque jeudi par le

76 PCF PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Abonnement gratuit par mail :

pcf76@pcf76.fr